



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012

Varia

Fressoz Jean-Baptiste, *L'apocalypse joyeuse : Une histoire du risque technologique*, Ed du Seuil, Coll. L'univers historique, 2012, 320 p.

Christophe Beaurain



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9453>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

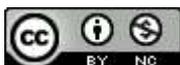
Association DD&T

Référence électronique

Christophe Beaurain, « Fressoz Jean-Baptiste, *L'apocalypse joyeuse : Une histoire du risque technologique*, Ed du Seuil, Coll. L'univers historique, 2012, 320 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012, mis en ligne le 02 décembre 2012, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9453>

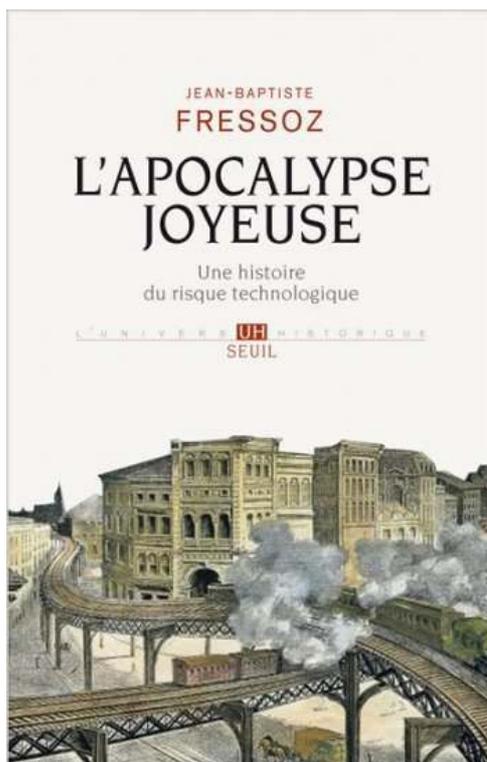
Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Fressoz Jean-Baptiste, L'apocalypse joyeuse : Une histoire du risque technologique, Ed du Seuil, Coll. L'univers historique, 2012, 320 p.

Christophe Beaurain



- 1 Depuis la fin des années 80, les ouvrages scientifiques sur la gestion des risques technologiques se sont multipliés, contribuant à l'émergence d'une véritable

problématique scientifique. L'ouvrage de l'historien Jean-Baptiste Fressoz apporte une contribution originale et fort intéressante à la consolidation de cette problématique, à partir d'une analyse historique qui se veut résolument en décalage vis-à-vis des travaux qui occupent le premier plan. L'objectif de l'auteur est en effet clairement de développer une posture qui se démarque de la sociologie du risque et de son approche en termes de « modernité réflexive » qui oppose société du progrès et société du risque. Selon cette approche sociologique, en effet, nos sociétés actuelles seraient caractérisées par une prise de conscience toute nouvelle des risques que fait peser le progrès technologique, notamment sur l'environnement, succédant ainsi à une longue période de confiance aveugle dans le progrès des techniques. Devenue « réflexive », la société actuelle serait ainsi la première à s'interroger enfin sur les conséquences de ses choix technologiques. L'auteur ne manque pas de rappeler, dès l'introduction de son ouvrage, les limites d'une telle approche : cette vision duale, en effet, a largement occulté les formes de production, de pouvoir, et de pensée qui ont guidé l'engagement délibéré dans les technologies nouvelles et qui constituent l'épaisseur historique des sociétés modernes. En outre, en oblitérant la réflexivité des sociétés passées, cette thèse dépolitise l'histoire longue de la dégradation environnementale et nous fait oublier les enjeux sociaux et politiques des controverses actuelles.

- 2 A rebours de cette vision quelque peu abstraite du passé développée par la sociologie du risque, l'auteur affirme que l'histoire des sociétés occidentales n'est pas celle d'une modification inconsciente de leurs environnements. L'analyse historique révèle au contraire que les transformations opérées sous l'effet du progrès technique aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles se sont en permanence accompagnées de nombreuses controverses dont le rôle paraît en définitive crucial : à travers ce que l'auteur appelle, et qui constitue finalement l'objet même du livre, des « petites désinhibitions modernes », il s'est agi dans le cadre de chaque controverse de produire de la confiance et de la connaissance, susceptibles d'influencer les populations.
- 3 A partir d'une analyse historique minutieuse de ces controverses sur quelques thèmes majeurs, l'auteur décrit ainsi les dispositifs, politiques, juridiques, économiques qui ont rendu « possible, acceptable et même désirable » ces transformations techniques. Celles-ci ne sont pas faites sans accidents, catastrophes et conflits, et à chaque fois il a donc fallu que des discours et des connaissances, en amont et en aval de ces transformations soient avancés pour justifier l'innovation technologique et ses conséquences sur l'environnement. Le concept de « désinhibition », invoqué par l'auteur, traduit précisément selon lui ces deux phases essentielles de l'acceptation sociale du progrès technique : celui de la réflexivité et celui du « passer-outre ». Enfin, ce que révèle également cette histoire du risque et de son acceptation, à rebours là encore d'une « modernité réflexive », c'est que la technique n'a fait que très rarement l'objet d'un choix partagé et qu'il convient donc davantage de parler en termes de coups de force et de légitimation *a posteriori* par certains acteurs, à l'aide de dispositifs régulateurs *ad hoc* (norme technique, tribunaux, surveillance administrative, assurances). Toutes ces questions sont analysées à travers les exemples de quelques techniques emblématiques des révolutions médicale et industrielle des 18^{ème} et 19^{ème} siècles, développés dans les différents chapitres de l'ouvrage. Les acteurs au cœur de ces controverses, opposants et défenseurs, sont ainsi longuement décrits à travers leurs discours, leurs comportements, leurs craintes, leurs volontés de préservation des formes de vie existantes ou au contraire leurs volontés de changement.

- 4 L'ouvrage démarre par une description détaillée de l'histoire d'un échec, à la fin du 18^{ème} siècle, celui de l'émergence du risque lié à l'inoculation contre une maladie considérée alors comme endémique, la variole. Face aux considérations d'ordre moral et aux connaissances médicales, la prise en compte du risque dans la mise en œuvre de cette technique devait faciliter l'introduction du calcul des probabilités et de la décision rationnelle. Mais, contre le risque, la diffusion d'un savoir profane, le plus souvent écrit, relatant les complications liées à l'inoculation de la maladie va au contraire contribuer à la diffusion du sentiment général que les formes de la maladie étant multiples, tout calcul rationnel face à l'inoculation paraît impossible. .
- 5 Dans le chapitre suivant, l'auteur présente à l'inverse le « succès » de l'introduction de la vaccination au début du 19^{ème} siècle. Les controverses seront pourtant tout aussi nombreuses, en particulier sur le développement de l'expérimentation humaine, imposée par le pouvoir impérial, qui a nécessité la mise en place de nouveaux dispositifs juridiques et idéologiques permettant de dépasser les oppositions morales à cette pratique. Sur cette base se construit alors un savoir scientifique indiscutable, bâti sur une véritable image scientifique de la maladie, en particulier sur les conséquences de la vaccine, qui s'imposera progressivement à la population et aux savoirs profanes. Cette évolution s'accompagne en outre de la production d'une statistique d'Etat destinée à valoriser les résultats de la vaccination. Au sujet de cette statistique, l'auteur parle volontiers de « production de l'ignorance », puisque son objectif principal sera de mettre en avant l'importance du nombre de vaccinations, comme force de persuasion auprès d'un public réticent, en éludant largement le recensement des complications et des échecs. On peut y voir l'acte de naissance d'une autorité médicale et administrative toute puissante, qui s'impose face aux prétendus erreurs et préjugés populaires, comme manifestation évidente d'une désinhibition.
- 6 Le chapitre 3 évoque un autre moment clé dans l'acceptation du risque technologique : celui de l'émergence d'un capitalisme chimique dans la première moitié du 19^{ème} siècle. Dans ce domaine, là encore, les périodes de l'Ancien Régime et de la Révolution puis de l'Empire sont confrontées pour mettre en évidence les processus de désinhibition ayant contribué à la multiplication des activités relevant du domaine de la chimie industrielle. Comme le rappelle l'auteur, la chimie des années 1800 constitue « un point de rencontre historique entre des pollutions massives, des modes de production nouveaux, des capitaux considérables et l'élite savante et administrative issue de la Révolution ». Cette évolution radicale nécessitera la remise en cause complète des formes de régulations environnementales prévalant jusqu'alors. L'ancienne régulation, s'appuyant conjointement sur le pouvoir de la police urbaine, les normes de sécurité issues des corporations, et les enquêtes d'incommodité demandées par les habitants cède la place, non sans de multiples contestations et controverses, à une régulation reposant principalement sur une procédure administrative, le classement des établissements à risque, fondée sur l'expertise scientifique et les normes techniques issues des processus de production. Cette évolution entraîne la relégation au second plan du rôle des citoyens dans la détermination des conditions environnementales du développement de l'industrie, et les préoccupations sanitaires deviennent tout à fait secondaires face aux impératifs industriels. L'administration impériale contribuera largement à cette mise sous le boisseau des controverses citoyennes.
- 7 Dans la continuité de cet argumentaire sur l'industrie chimique et sur la relégation au second plan des questions de santé, le chapitre 4 évoque précisément la transformation

des « choses environnantes » en objets de transactions financières compensant des dommages occasionnés. Ainsi se construit petit à petit l'idée que la pollution peut avoir un prix, destiné à la fois à fixer le montant des préjudices subis par les populations du fait de la pollution et à inciter les industriels à réduire ces pollutions et à mettre en œuvre des processus de production « propres ». Tout le monde, on s'en doute, n'est pas gagnant dans cette évolution : les populations y perdent tout espoir de voir la justice imposer le déplacement des ateliers polluants, tandis que les industriels gagnent la certitude de ne plus voir leurs procédés techniques contestés par la justice. L'administration impériale ne contribuera pas peu à cette évolution, développant un discours qui dénonce l'ignorance des populations (loin de polluer, l'industrie chimique assainit l'atmosphère va-t-elle ainsi jusqu'à prétendre), et qui introduit, aidé en cela par le courant hygiéniste, l'idée d'une industrie capable d'autoréguler ses flux de matières et de déchets et de développer une économie de recyclage (ce que l'on appellerait aujourd'hui l'écologie industrielle) et donc de limiter fortement ses rejets. Dans ces conditions, si la pollution persiste ce ne peut être que de la seule responsabilité des mauvaises pratiques des ouvriers ! Le classement des établissements à risque vient en quelque sorte parachever cette construction administrative et scientifique d'un processus de désinhibition nécessaire au développement de l'industrie chimique. En définitive, les controverses vont se déplacer peu à peu vers la question, délicate à trancher, du montant des compensations exigibles, laissant la porte ouverte à une croissance régulière des pollutions.

- 8 Dans le chapitre 5, l'auteur montre comment l'idée d'une norme technique de sécurité, c'est-à-dire le projet de sécuriser le monde en imposant une certaine forme aux techniques, s'est imposée en France à partir des années 1820, en prenant l'exemple de l'éclairage au gaz dans les espaces urbains. En effet, le gaz d'éclairage fut l'une des innovations les plus controversées de la révolution industrielle, notamment sur la question du risque d'explosion (mais bien d'autres aspects furent également l'objet de vives discussions). Face aux oppositions pour l'implantation de gazomètres au milieu des habitations, l'administration impériale va contribuer à l'érection d'une normalisation savante, un « devoir être » pour les processus techniques, en imposant l'idée que la science est capable de sécuriser les mondes productifs par la définition rationnelle et a priori des formes techniques. La science occupera désormais la place laissée vide par la suppression des corporations.
- 9 Enfin, dans le dernier chapitre, il est question d'un phénomène majeur à la fin du 19^{ème} siècle, l'évolution de la législation sur le risque professionnel. Sur ce point, l'auteur défend l'idée qu'il ne faut pas penser le risque professionnel comme un dispositif de régulation d'un monde auparavant libéral, mais bien au contraire comme la solution promue par les industriels et les assureurs à la crise d'une régulation préalable, beaucoup plus contraignante, reposant sur la norme de sécurité, l'imputation des fautes et la compensation des dommages. L'auteur veut ainsi montrer que la législation française de la fin du 19^{ème} siècle vient après un immense travail juridique et technique qui permit de préserver le principe de responsabilité contrairement à ce qu'affirme par exemple François Ewald qui, dans son ouvrage "*L'Etat providence, une histoire de la responsabilité*" (1986), parle d'une longue période sans régulation. Ce principe de responsabilité, globalement peu favorable aux industriels, fut balayé par celui du risque professionnel avec la nouvelle législation mise en place en cette fin de siècle : la plupart des accidents ne sont dès lors plus imputés à la faute du patron ou de l'ouvrier, mais à la « fatalité du

milieu ambiant ». Cette responsabilité sans faute qui émerge aura alors pour contrepartie, l'obligation pour le patron de contracter une assurance collective pour ses ouvriers.

- 10 On le voit, cette « apocalypse joyeuse » que nous décrit Jean-Baptiste Fressoz au fil de ces pages d'une lecture très enrichissante, c'est celle de l'histoire de cette étrange croyance des sociétés occidentales modernes qu'elles peuvent transformer à volonté la nature sans modifier ce qu'elles présentent comme les buts immuables de l'être humain, à savoir la recherche de richesses. Cette histoire des sociétés modernes n'est donc pas celle en définitive d'une acceptation joyeuse de la technologie et de ses risques, marquée du sceau du progrès, mais davantage celle d'une suite de désinhibitions savamment organisées, marquées par la transformation, souvent au nom de la raison, des perceptions et des comportements face aux nouvelles techniques. Fort de cette conclusion, l'auteur s'interroge ultimement sur le sens réel de la « société du risque » actuelle, et de sa prétendue réflexivité, que l'on présente volontiers comme s'appuyant sur la participation du public dans les choix technoscientifiques : ne s'agit-il pas plus simplement d'une nouvelle manifestation de cet impérialisme technique à l'œuvre depuis la fin du 18^{ème} siècle ? Nous laissons au lecteur le soin de répondre à cette question. On peut regretter que l'auteur, dans un ultime chapitre, n'ait pas pris la peine de confronter de manière plus conceptuelle son argumentaire avec celui de la sociologie du risque. Mais en tout état de cause, il s'agit là, à n'en pas douter, d'une réflexion extrêmement intéressante pour ceux et celles qui s'intéressent de près à ces questions du risque industriel.
-

AUTEUR

CHRISTOPHE BEURAIN

Christophe Beurain est professeur d'économie et aménagement à l'Université de Limoges et membre du laboratoire Géolab (UMR 6042). Ses recherches portent sur la question des interactions entre l'économie et l'environnement au sein des dynamiques territoriales (écologie industrielle, risque industriel...)